Samedi 23 et dimanche 24 septembre 1978 – No 936

BP 61, 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Quotidien des communistes marxistes-léninistes de France

Sidérurgie : la dimension européenne

C'est dans tous les pays d'Europe que s'accélère le processus de concentration et de restructuration de la sidérurgie, avec pour conséquence première pour les travailleurs des dizaine de milliers d'emplois qu'il est prévu de supprimer.

Pour accélérer ces restructurations, l'intervention directe des gouvernements est de rigueur : en ce sens il est vrai, comme le disent les dirigeants du PCF, que les nationalisations sont à l'ordre du jour. Tant il est vrai que la prise en main directe par l'État, avec les diverses formes et degrés que cela peut comporter, est le levier depuis longtemps utilisé pour accélérer la restructuration de telle ou telle branche en « *difficulté* ».

Et quelle difficulté ces restructurations doivent elles résoudre ?

Le langage est partout le même : il s'agit, dans une période de crise et donc de concurrence particulièrement aigüe, de rendre la sidérurgie compétitive, pour être en bonne position sur le marché de l'acier, pour que tout ce qui en aval de l'acier (des biens d'équipement aux produits de consommation) soient mieux placés sur le marché.

De ce point de vue en effet, tous les capitalistes d'Europe sont bien à la même enseigne : les seules lois qui orientent leur politique sont celles du capitalisme. Profits, concurrence, compétitivité : sur la marché capitaliste, dans le cadre du système capitaliste, impossible d'en sortir.

Dans ce cadre, d'une prise de participation insuffisante à une « *suffisante* », d'une nationalisation à une nationalisation « *réelle* », les fondements, les buts, et donc les effets, sont les mêmes. Les seules différences sont au niveau de qui les organise (Giscard ou Mitterrand ou Marchais !).

Mais face à qui les pays d'Europe mènent-ils sur le dos des travailleurs cette bataille de la compétitivité ?

Est-ce principalement les uns face aux autres, les uns pour dominer les autres ? Les ficelles seraient-elles tirées par ces fameuses multinationales auxquelles, selon les dirigeants du PCF, Giscard braderait l'économie française et derrière lesquelles se profilent mystérieusement le dollar sous le visage de Schmidt ?

La concurrence entre pays européens joue de façon certaine. Mais il suffit de jeter un regard sur la sidérurgie dans le monde pour constater que les grands concurrents sont du côté des États-Unis et du Japon sans parler de l'Union soviétique.

Dans la guerre économique qui se mène à l'échelle du monde, ce sont là que se trouvent les principaux concurrents.

Et c'est principalement face à eux que veulent s'armer et se renforcer les monopoles d'Europe. Face aux États-Unis en particulier la lutte est très sévère et les monopoles européens sont plutôt amenés à serrer les coudes, la tendance est plutôt à la résistance. N'essaient-ils pas de mettrent en place une monnaie qui pourrait faire contre-poids au dollar ?

Giscard représente les monopoles français, il défend leurs intérêts, fait leur politique.

Toute autre politique, serait-ce celle préconisée par les dirigeants du PCF, se situerait dans la même logique, n'échapperait pas aux lois de la concurrence à l'échelle de l'Europe et du monde, ni non plus aux licenciements. Seule notre lutte peut empêcher les licenciements, une lutte où les classes ouvrières d'Europe toutes frappées en même temps doivent et peuvent resserrer leurs liens et s'unir.

Gilles CARPENTIER

Les plans de Giscard

Licencier, licencier, encore licencier

« Produire plus, exporter plus, pour créer des emplois ». Tandis que Giscard prononce ces paroles, la liste des licenciements prévus par le gouvernement et le patronat s'allonge : dans la sidérurgie, à Terrin à la Ciotat comme dans bien d'autres entreprises. Face au plan Giscard, le PS et le PCF proposent leurs propres plans de prise de participation par l'État et de nationalisations. Mais le seul moyen de s'opposer réellement au plan du gouvernement Giscard-Barre, c'est la lutte contre les licenciements.

(Voir article pages 3 et 4)

Face aux licenciements, les travailleurs de Terrin ont pris la voie de la lutte.

Voyage de Cyrus Vance dans les pays du Moyen-Orient

Carter continue à déchanter

Cyrus Vance, le secrétaire d'État américain vient d'échouer dans sa mission en Jordanie. Le but de sa visite était d'amener la Jordanie à s'associer aux négociations qui auront lieu sur l'avenir de la Cisjordanie et de Gaza, suite aux accords passés à Camp David entre Begin, Sadate et Carter.

Dès mardi soir, le gouvernement jordanien avait fait savoir qu'il refusait de s'associer à une paix séparée avec Israël. Aujourd'hui, c'est toujours la même position qui prévaut et celle-ci constitue un échec de taille pour Carter qui espérait bien pouvoir mener sa politique au Proche-Orient sans se heurter à ce type de difficultés.

Vance est maintenant en Arabie Saoudite. Là, encore, il s'agit pour lui de rallier le gouvernement saoudien à la politique américaine. Ce dernier, a lui aussi rejeté les accords de Camp David qui ne résolvent rien quant au retrait d'Israël des territoires occupés et qui ne tiennent aucun compte du peuple palestinien. Ce refus de l'Arabie Saoudite a également sérieusement terni la « victoire » de Carter qui ne s'attendait pas à cette opposition.

Ces faits montrent que l'impérialisme américain n'est plus en mesure d'agir en maitre absolu dans le monde et que des pays du tiers monde, connus pour leur dépendance, peuvent être amenés à s'y opposer fermement.

Ces gouvernements, que certains qualifiaient de pions des USA, ont montré que l'unité des pays arabes contre Israël et en soutien aux Palestiniens est plus forte que les liens de dépendance

Enfin, Vance doit se rendre à Damas, en Syrie, cette fois sans aucun espoir. C'est justement à Damas que se déroule actuellement le sommet du Front de la fermeté qui, dès le départ, a condamné la rencontre entre Begin, Sadate et Carter.

Malgré tous ces échecs, Carter espère encore sauver sa politique en accroissant sa pression sur la Jordanie et l'Arabie Saoudite. A cet effet, il a invité Hussein à se rendre aux USA au mois d'octobre.

Quant aux discours de Begin prononcés en divers endroits aux USA, leur contenu montre qu'Israël n'a aucunement l'intention de changer sa politique expansionniste. Il a notamment déclaré : « *Nous maintiendrons une présence militaire sur la rive occidentale du Jourdain et à Gaza au-delà de la période transitoire de cinq ans (...). Nous ne rendrons jamais les hauteurs du Golan et de la Syrie* ». Par ailleurs, il continue à nier toute entité au peuple palestinien, avec pour tout argument des insultes à l'encontre de Yasser Arafat, dirigeant de l'OLP.

Rien n'est résolu au Moyen-Orient. La « victoire » de Carter fut de courte durée, elle n'est en fait qu'un échec. Aucune négociation pour la paix au Proche-Orient ne sera possible sans les Palestiniens. Le monde arabe n'est pas prêt à accepter la solution américaine.

Dans cette édition et dans les deux suivantes, un dossier sur la lutte du peuple palestinien

EDITORIAL

L'Europe de l'acier

C'est toute l'Europe qui est touchée par la restructuration et les licenciements.

. . . . . *Page 5*

Lycées et CET

Des délégués pour s'unir et pour lutter.

. . . . . *Page 6*

Renforçons le soutien au peuple iranien

Article de Jean QUERCY

. . . . . *Page 7*

Une terre volée

Palestine : une terre, un peuple. Premier d'une série de trois dossiers consacrés au peuple palestinien et à sa lutte.

. . . . . *Page 8*

Thaïlande

Après le massacre, les survivants sont rassemblés sur le terrain de sport (oct. 1976)

Les «18 de Thammasat» sont libres

En Thaïlande, dix sept leaders étudiants et un syndicaliste viennent d'être amnistiés et remis en liberté après deux ans de prison.
Ceux qu'on appelait *« les dix huit de Thammasat »*, étaient considérés comme des héros par tout le peuple thaïlandais. L'histoire de leur arrestation se confond avec l'histoire du coup d'État du 6 octobre 1976.

Après trois années de relative démocratie, la bourgeoisie thaïlandaise, liée à l'impérialisme américain, se trouvait confrontée à des troubles sociaux de plus en plus fréquents : les étudiants n'arrêtaient pas de manifester, les ouvriers de faire grève et les paysans commençaient à s'organiser. L'extrême droite réclamait alors un *« gouvernement fort »*, des milices fascistes étaient créées, comme les *« buffles rouges »* et les *« scouts de village »*. Fin septembre 1976, les étudiants et les travailleurs manifestaient par dizaines de milliers contre la rentrée au pays de Thanom, l'ancien dictateur. Dès lors, l'épreuve de force était engagée.

Le 6 octobre, au petit matin, les *« Buffles rouges »* se rassemblent aux abords de l'université Thammasat. Des unités de police encerclent l'université. Des paras sont amenés par hélicoptères à Bangkok ainsi que des unités de la police des frontières.

Vers 6 h 30, le massacre peut commencer : l'université est prise d'assaut. Lynchés, brûlés vifs, violées, pendus, battus à mort, ils seront plus de trois cents à succomber entre les mains de la police et des fascistes.

A 18 h : l'ordre noir est rétabli...

C'est ce jour-là que *« les dix huit de Thammasat »*, pour la plupart leaders du mouvement étudiant ont été arrêtés. Aujourd'hui, leur libération, par le nouveau premier ministre, le général Kriangsak, porté au pouvoir en 1977, est une victoire de la pression des masses populaires. Mais l'extrême droite ne l'entend pas de cette oreille. Le patron des *« Buffles rouges »* a déclaré : *« Si ceux qui bénéficient de l'amnistie recommencent à semer le trouble, les Buffles rouges seront contraints, une fois de plus, de prendre des mesures contre eux »*. Le peuple, lui, a tiré les leçons d'octobre 1976.

Claude LIRIA

L'entrée dans la jungle

Du jour au lendemain, après le coup d'État du 6 octobre 1976, des milliers de travailleurs et d'intellectuels ont fui les villes. Les maquis se sont trouvés grossis de jeunes venant de toutes les couches sociales. En septembre 1977, un Comité de coordination des forces patriotiques et démocratiques, véritable front uni, a été créé à l'initiative du Parti communiste de Thaïlande. Il montre l'élargissement de la résistance populaire et l'isolement du pouvoir en place.
Voici le témoignage d'une jeune femme, lectrice à l'université de Bangkok, qui a rejoint le maquis.

Il y a quelques mois, le mot « jungle », dans son acception politique était tout à fait incompréhensible. Il était si chargé de mystère qu'il m'effrayait. Mais il me défiait et me poussait à rechercher la vérité.

Les événements sanglants du 6 octobre 1976, où nous fûmes trompés par la classe réactionnaire au pouvoir et les impérialistes américains, nous ont donné une leçon coûteuse : l'indépendance nationale et la démocratie populaire ne peuvent être obtenues par les pétitions, les négociations, les protestations et les manifestations pacifiques. Les combattants de la jungle l'avaient compris, il y a déjà plusieurs années. Ils se sont battus sans défaillir et sont parvenus à édifier des zones de guérilla et des bases dans tout le pays. Aujourd'hui, au lendemain du 6 octobre, ils accueillent les nouveaux venus. Les rangs des citadins qui ont gagné la jungle se sont considérablement grossis, preuve que beaucoup de citadins n'ont plus espoir ni confiance dans l'État actuel.

Jadis, nous avions l'impression que la « jungle », placée sous l'autorité du pouvoir révolutionnaire, était très lointaine. Maintenant que nous sommes dans la jungle, nous nous apercevons qu'elle s'étend à la lisière même de la ville et que la communication entre les diverses jungles et la ville est étonnamment rapide.

Les nouveaux venus appartiennent aux deux sexes, à toutes les classes d'âge et à toutes les classes. Il y a des ouvriers, des paysans, des petits-bourgeois et des bourgeois nationaux. Il y a des étudiants de toutes les universités, et pas mal de diplômés... Bien qu'ils leur aient fallu quitter leur foyer et son confort, c'est avec joie et enthousiasme qu'ils ont entrepris le voyage vers la jungle...

Tous étaient prêts à sacrifier la vie qu'ils menaient dans les villes pour une vie plus incertaine aux côtés du PCT, faisant confiance au parti qui lutte depuis trente-quatre ans contre les ennemis du peuple... Il est aussi surprenant que ce parti, qui a toujours travaillé dans la jungle et n'a jamais pu ouvrir un siège dans la ville recueille la confiance de tant de gens d'origines différentes.

Cynisme

– Alors que Zinoviev, auteur de deux ouvrages qui lui valurent un exil en Occident, vient d'être déchu de la citoyenneté soviétique ;

– Alors que des menaces de mort sont envoyées à des dissidents et aux familles d'opposants jetés en camps de travail ;

– Alors que les conditions de détention dans ces camps de travail sont telles que les prisonniers ressemblent aux déportés des camps nazis ;

– Alors que Cyril Podrabinek croupit en prison, totalement isolé des autres, pour avoir fait de la propagande dans le camp ;

– Alors que dans les hôpitaux psychiatriques, on détruit la personnalité humaine, le journal des jeunesses soviétiques, le *Komsomolskaya Pravda*, vient de lancer une violente attaque contre les dirigeants du Kampuchea qu'ils accusent de tuer *« tous ceux qui pensent autrement »* afin de *« liquider l'intellingentsia scientifique et technique »* et d'abaisser au maximum *« le niveau culturel du peuple »*. L'auteur poursuit : *« Ce sont là des méthodes bien connues, celles de la Révolution culturelle » (...)*.

On ne manque pas d'humour à Moscou...

l'humanité rouge

L'Humanité rouge
Pour toute correspondance
BP 61 75861 Paris Cédex 18
CCP 30 226 72 D La Source
Tél : 205 51 10
Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : intérieur : Claude Buisson – Front ouvrier : Gilles Carpentier – International : Annie Brunel.

Miguel Castenada, représentant du Front sandiniste à Paris

«Qu'on nous laisse libres de choisir souverainement notre avenir »

La lutte qui se mène actuellement au Nicaragua est celle de tout un peuple contre la dictature fasciste de Somoza. Cependant, la direction de cette lutte revient au Front Sandiniste. Le 9 septembre 1978, c'est lui qui lançait l'appel à l'insurrection dans tout le pays.

C'est en 1961 que s'est créé le Front Sandiniste. Au début, influencé par les thèses castristes, il s'engage dans des actions qui, isolées du peuple, seront des échecs. Peu à peu, il change d'orientation. La liason avec les masses devient une des bases essentielles de leur tactique. Cette longue préparation se concrétise aujourd'hui : le peuple a répondu à leur appel et ce sont des milliers de jeunes qui se battent sous leur direction.

LA TACTIQUE DU FRONT SANDINISTE

On peut voir aussi que cet appel à l'insurrection n'était pas un cri spontané. Dans la guerre qui oppose le peuple au dictateur, rien n'est fait au hasard. Leur tactique peut se résumer en quelques mots : attaquer là où l'ennemi est le plus faible. Ainsi, les soulèvements s'organisaient dans les villes où la Garde nationale n'avait pas de renforts. Quand ceux-ci arrivaient, les guérilleros se repliaient à l'intérieur des villes mêmes. D'autres groupes, un peu plus loin, prenaient la relève. C'est ainsi que plusieurs villes sont restées aux mains des insurgés pendant près de deux semaines. Somoza a alors choisi l'épreuve de force en lançant une grande contre-offensive avec l'aide de mercenaires recrutés dans les pays voisins et aux États-Unis.

La Garde nationale a pu reprendre le contrôle des villes mais a essuyé de très lourdes pertes. Quant aux guérilleros, repliés à temps, leurs forces sont presque intactes. Aujourd'hui, d'autres foyers de résistance se préparent et s'organisent.

« Il ne s'agit pas de leur part d'une offensive générale mais le début d'une insurrection », a déclaré Miguel Casteneda, chargé par le Front Sandiniste d'une mission d'information en Europe.

LES FORCES DU FRONT

Les forces du Front, ce sont des combattants réguliers, bien armés et bien préparés à la guérilla, mais ce sont aussi les 20 000 à 30 000 membres de *« milices populaires »* qui ne possèdent que des armes traditionnelles et les milliers de jeunes, les *« muchachos »* qui luttent à leurs côtés sur les barricades hérissées dans les villes. Cette véritable armée reçoit tout le soutien du peuple qui par exemple va jusqu'à creuser des trous dans leurs propres maisons pour que les guérilleros puissent se replier avec le maximun de sécurité.

Somoza, pour discréditer le Front tente de faire croire que des guérilleros sont dirigés et manipulés par l'étranger.

Miguel Castenada a répondu à ces attaques :

« En ce qui concerne la participation aux combats, à nos côtés, d'étrangers je veux ici démentir avec la plus extrême vigueur. Ce sont les Nicaraguayens et eux seuls, qui mettront fin à la dictature. Que les Nord-Américains et leurs alliés n'interviennent pas. Qu'on nous laisse libres de choisir, souverainement notre avenir. C'est tout ce que nous demandons.

» Nous avons reçu plusieurs offres de pays frères et d'amis. Nous avons répondu que notre lutte était celle du peuple du Nicaragua et que la meilleure manière de nous aider consiste à tout faire pour empêcher les interventions étrangères. »

QUEL BUT ?

Déterminés sur la tactique à mener, ils le sont également sur leurs objectifs.

Le premier point, abattre la dictature de Somoza, mais après ?

Miguel Casteneda explique :

« De tout façon, le Nicaragua, après la chutte de Somoza ne sera pas un nouveau Cuba. Ce que nous voulons, c'est un gouvernement provisoire formé sur la base du « Groupe des douze (*) », seule force exprimant une convergence entre les forces populaire et les secteurs démocratiques de la bourgeoisie. »

Evelyne LE GUEN

(*) Le « Groupe des douze » rassemble douze personnalités connues qui des l'année dernière ont dénoncé la dictature et ont réclamé le départ de Somoza.

Les plans de Giscard

Licencier, licencier, encore licencier

Giscard parle : « *Il faut produire plus, pour exporter plus, pour créer des emplois.* » La réalité est là : sidérurgie, plusieurs dizaines de milliers de licenciements prévus, Boussac 1800 et peut-être la totalité des travailleurs à la fin de la location-gérance, Terrin, La Ciotat, plusieurs milliers aussi, à la Générale sucrière ça commence par deux ou trois, etc, la liste complète est longue. Les travailleurs pour empêcher que leur condition de vie continue à se dégrader, pour sauvegarder leur emploi, n'ont pas à écouter les politiciens bourgeois Giscard, Defferre, ou autres, marionnettes des capitalistes. Pour eux, la seule voie à suivre, c'est l'action à la base, dans l'unité. La voie des postiers de Créteil, des aiguilleurs du ciel qui recommencent leur grève du zèle, des ouvriers de Cornimont dans les Vosges qui occupent leur usine, des ouvriers des chantiers navals, d'Usinor-Denain qui, mercredi en masse, ont bloqué l'autoroute Paris-Bruxelles.

A Terrin, ils sont 12 000 en grève pour s'opposer à leur licenciements

Plusieurs plans ont été proposés cette semaine aux ouvriers de Terrin. Le plan Defferre et la décision du tribunal de commerce de Marseille, qui attribue la location-gérance de la SAM (Société des ateliers méditerranéens) et de Sud-Marine à l'AMERP (groupe de technologies off -shore).

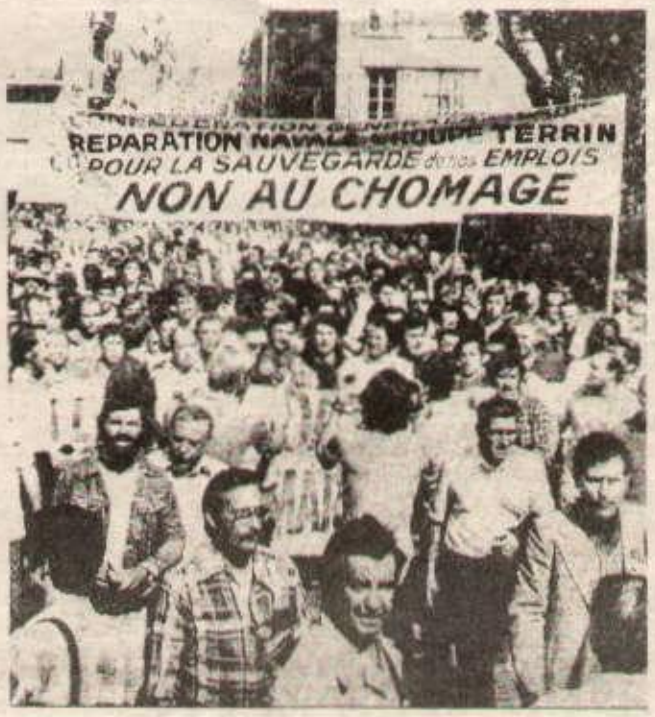
L'AMERP se propose donc, mais à la condition expresse que la grève des ouvriers cesse ce vendredi 22 septembre.

Les sociétés SAM et Sud-Marine ne possèdent pas selon les syndicats de quoi appâter les ouvriers, si l'AMREP ne reprend pas en charge, à partir de lundi les dépenses nécessaires au fonctionnement de ces deux sociétés, les ouvriers sont licenciés. Le chantage de l'AMREP se résume ainsi : vous arrêtez la grève dès vendredi ou bien vous serez sur le pavé dès le lundi 25 septembre.

Dans ce superbe chantage, Defferre joue un rôle qui est loin d'être négligeable. Sur le *Provençal* du jeudi matin 21 septembre, Defferre appelait à la reprise ; il a expliqué comment il avait arrangé l'affaire avec le holding et que son plan était possible(Comiti, membre du RPR, a applaudi des deux mains à cette déclaration). Il a fait diffuser à tous les comités de grève son journal qui appelait à la reprise du travail. Il a déclaré jeudi soir à la télévision que les travailleurs devaient reprendre le travail.

Il a fait, pour cela, appel aux femmes et aux enfants des travailleurs. Il espère que les femmes persuaderont leur mari de reprendre le travail. Il est bien connu, en effet, que ce sont les femmes qui tiennent les cordons de la bourse. Si leur mari continue la grève, l'argent va manquer dans les ménages ! Il a terminé son intervention par ces mots qui vont, c'est sûr, devenir célèbres :

« *Travailleurs, hommes d'affaires, tous unis.* »



A La Ciotat, 1 334 travailleurs sont menacés de licenciement

Correspondant La Ciotat

A l'appel de la CGT et de la CFDT, les travailleurs des chantiers navals de la Ciotat ont manifesté à la gare de la Ciotat. L'objectif fixé était l'occupation de cette gare avec le blocage des trains.

La veille de la manifestation, le préfet de la région avait interdit toute manifestation. Malgré cela, les syndicats ont maintenu leur action. A 16 h 30, environ 800 travailleurs ont débrayé pour se rendre à la gare de la Ciotat. Sur place, vers 17 h, un important dispositif policier bloquait l'accès de la gare.

Marseille

Deux à trois cents licenciements sont prévus à la Générale de Marseille. Le patron commence par la fermeture d'un atelier.

Les ouvriers ont fait un débrayage de trois heures. Une journée d'action pour jeudi 28 est prévue par la CFDT, CGT, CGC dans les quinze établissements de ce groupe.

Abonnez-vous à l'Humanité rouge quotidien révolutionnaire des travailleurs

Nationalisations de la sidérurgie

Les réactions du PCF et du PS

A la suite des décisions gouvernementales, les dirigeants du PS et du PCF font connaitre leurs propres propositions. Le projet de prise de participation du PS et les nationalisations « démocratiques » proposées par le PCF ont, en fait, bien des ressemblances sur le fond avec le plan du gouvernement. Pour les travailleurs, elles auraient les mêmes conséquences.

Le PS avait même en son temps remplacé l'idée de nationalisation par l'idée de « *prise de participation majoritaire de l'État* ». Un article de son brillant économiste, Attali, en février 1977, dans le journal *Les Échos*, proposait même aux travailleurs ce que Giscard leur impose aujourd'hui. Que dit alors aujourd'hui le PS ?

« ***La prise de position de l'État a un caractère minoritaire alors que le PS entendait que l'on procédât, conformément au Programme commun de la gauche, à des prises de participation d'emblée majoritaires, comme c'est le cas à la SNCF*** ».

Or, l'État n'est pas minoritaire dans l'accord passé avec les patrons de la sidérurgie, mais majoritaire à 60 % au bout du compte.

Ce que le PS propose, c'est de faire plus (et mieux) que Giscard, d'aller plus loin dans la participation de l'État, d'opérer une nationalisation comme celle de la SNCF qui, on le sait, a réduit ses effectifs de moitié depuis la Libération en licenciant les travailleurs.

Voyons maintenant les propositions des dirigeants du PCF.

Dans l'éditorial de *l'Humanité* du 22 septembre 1978, il est écrit : « ***L'établissement du contrôle étatique sur Usinor, Sacilor et Chiers-Neuves-Maisons... justifie pleinement la ... nationalisation proposée depuis des années par les communistes.*** »

Ces nationalisations, prétend plus loin Fiterman, seraient d'une autre nature que les propositions gouvernementales : « *Les décisions prises par le pouvoir n'ont rien à voir avec la nationalisation démocratique que nous préconisons.* »

Le subterfuge de Fiterman réside dans ce terme de « ***nationalisation démocratique*** ». Il n'y a pas, dans la société actuelle, deux types de nationalisations : celles qui seraient démocratiques et celles qui ne le seraient pas. La nationalisation, c'est une seule et unique chose : le passage sous le contrôle de l'État. Il ne fait pas de doute que le plan du gouvernement va dans ce sens.

En parlant de nationalisations démocratiques, le dirigeant du PCF laisse entendre qu'elles permettraient aux ouvriers d'acquérir un certain pouvoir qu'ils n'ont pas dans les entreprises privées. La seule chose qu'ajouteraient les nationalisations dites démocratiques, c'est le droit pour les ouvriers d'élire leur PDG, lequel va présider à leur exploitation. Mais le fin mot de l'affaire pour les dirigeants du PCF, c'est que, par ce biais, ils pourraient faire participer leurs hauts cadres et les dirigeants syndicaux, qui leur sont dévoués, à la gestion des monopoles qui seraient dès lors nationalisés.

Mais cela ne changerait rien aux lois du système, n'empêcherait ni les crises ni les restructurations ni les licenciements. Les ouvriers n'ont pas à choisir la sauce à laquelle ils vont être mangés. La seule solution conforme à leurs intérêts, c'est l'unité et l'organisation de la lutte contre les licenciements.

– *On ne négocie pas les licenciements, on les refuse !*

– *Non à tout licenciement !*

Communiqué (Extraits)

A Paris, les étudiants palestiniens font la grève de la faim

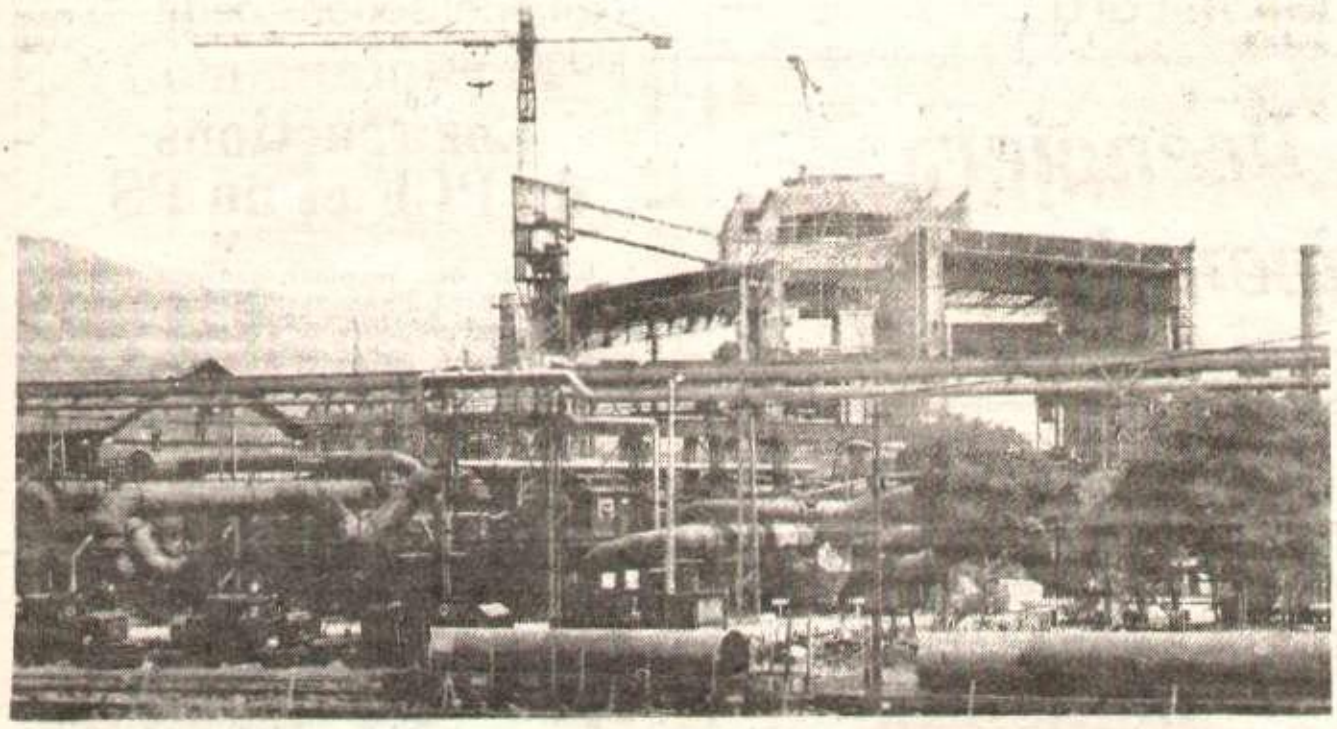
Les étudiants palestiniens en France ont entamé une grève de la faim, en réponse à l'appel du Comité exécutif de l'OLP, depuis le 20 septembre au siège de la Ligue arabe à Paris pour exprimer leur refus total du complot de Camp David et leur indignation vis-à-vis du plan de liquidation de Carter, Begin et Sadate.

Les étudiants palestiniens en France déclarent leur solidarité avec la lutte de leur peuple dans les territoires occupés qui s'exprime par des manifestations massives contre le complot de liquidation qui vise sa terre et son destin.

Nous affirmons notre refus catégorique et total de tous les accords de Camp David qui abandonnent les droits nationaux inaliénables du peuple palestinien et qui visent aussi la liquidation de la Révolution palestinienne et du Mouvement de libération nationale arabe afin d'imposer l'hégémonisme impérialiste et sioniste sur la nation arabe.

Nous affirmons notre accord total avec les résolutions prises par l'OLP, l'unique et légitime représentant du peuple palestinien, concernant la grève générale afin de faire face au complot par les différents moyens de lutte...

Union générale des étudiants palestiniens



La participation indirecte de l'État dans la sidérurgie est de 60 %. C'est le contrôle direct par l'État.

Toujours vrai

« Quoi qu'il en soit, avec trusts ou sans trusts, il faut finalement que le représentant officiel de la société capitaliste, l'État, prenne la direction de la production. La nécessité de la transformation en propriété d'État apparaît d'abord dans les grands organismes de communication : postes, télégraphes, chemins de fer. » (*)

Cette constatation de Friederich Engels, en 1880, il y a un siècle, reste toujours vraie, plus vraie que jamais : après avoir commencé par la nationalisation des grands moyens de communication, l'État capitaliste français continue par la nationalisation d'autres secteurs ; ou encore par la prise de participation majoritaire lui accordant le contrôle de la branche, comme pour la sidérurgie.

(*) Engels, *L'Anti-Dühring*. Éditions sociales pages 109 et 110.

Economie

L'Etat, premier maitre des forges
La logique implacable du capitalisme

Le plan sidérurgique proposé mercredi par le gouvernement est marqué par la participation directe de l'État à 45 % dans les trois grands groupes sidérurgiques français (Usinor, Sacilor et Chiers-Châtillon) et leurs filiales. La participation indirecte de l'État s'élevant à 60 %, on peut dire que celui-ci est devenu le premier maitre de forge. Ce n'est en rien une surprise. C'est une décision tout à fait conforme au développement du capitalisme exploiteur. Avant le conseil des ministres de mercredi, certains spécialistes avaient même parlé de nationalisation possible de la sidérurgie.

Il y avait d'abord eu, en 1966, la convention État-sidérurgie, conférant une aide de l'État (5 milliards et demi) aux monopoles de l'acier ; il y avait eu ensuite, en 1970, les milliards versés par l'État à Wendel-Sidelor pour l'usine sidérurgique de Fos ; il y avait eu aussi le plan de soutien d'État (un milliard et demi de francs) en 1975 ; il y avait eu, par la suite, le plan Barre de 1977 qui versait un milliard trois cents millions de francs aux monopoles sidérurgiques.

Cela ne suffit pas à aider les maitres de forge à faire face à la concurrence internationale. L'État devait voler à leur secours une fois de plus et franchir un pas nouveau : sa participation directe et indirecte majoritaire à la gestion même de la sidérurgie française.

AU SERVICE DE QUI ?

C'est que l'État, et plus concrètement son gouvernement, dans tous les pays et sous tous les systèmes défend les intérêts d'une classe sociale. Dans notre pays, l'État capitaliste défend exclusivement les intérêts de la classe capitaliste.

Il n'y a donc pas d'un côté les maitres de forge, le patronat en général et de l'autre l'État et le gouvernement Giscard-Barre. Il y a une classe, la bourgeoisie, au pouvoir dans notre pays qui domine la vie économique et possède les usines et qui domine aussi la vie politique et possède le pouvoir d'État. Les liens entre un patron comme Schneider et un politicien comme Giscard sont directs ; ils ont placé leurs capitaux dans les mêmes banques, ils sont unis par des liens familiaux.

Voilà pourquoi les travailleurs de la sidérurgie, qui étaient durement exploités par les maitres de forge avant la décision ministérielle, le seront aussi après la décision ministérielle avec l'État comme principal patron, comme ils l'auraient été si la sidérurgie avait été totalement nationalisée : c'est toujours la même classe au pouvoir.

LE CAPITALISME MONOPOLISTE D'ÉTAT

On doit même s'attendre aujourd'hui, dans la sidérurgie, à une série de licenciements (de 15 à 20 000), c'est-à-dire à une augmentation de l'exploitation capitaliste et de la répression, dans la mesure où le capitalisme s'est renforcé par le « plan sidérurgie » du gouvernement.

En effet, le capitalisme évolue au cours des années. Il se concentre aux mains de l'État. En ce sens, l'année 1958, l'accession de De Gaulle au pouvoir et la Ve République (que préside aujourd'hui Giscard) marquent l'entrée claire du capitalisme français dans l'ère du capitalisme monopoliste d'État.

La caractéristique principale de la situation actuelle en France *« réside dans le fait que notre pays est dominé par un régime capitaliste monopoliste d'État.*

» Ce régime a été consacré, le 13 mai 1958, par le coup de force appuyé par l'armée qui a porté De Gaulle au pouvoir.

» Le 13 mai 1958 marqua la prise du pouvoir par le clan dominant des monopoles français qui concentrèrent entre leurs mains toute l'autorité de l'État, en un moment où il était devenu assez fort pour passer de la soumission pure et simple à l'impérialisme américain à la recherche de rapports nouveaux avec lui, dans le but de parvenir à une indépendance d'action et de contrôle des intérêts monopolistes français. » (1)

Ce capitalisme monopoliste d'État est marqué, entre autres, par tout un processus de nationalisations capitalistes qui lient directement à l'État des pans entiers de l'économie. Ce processus a commencé après la Seconde Guerre mondiale : nationalisation de la SNCF, des houillères, de l'EDF, d'une partie de l'automobile et de l'aviation, etc.

La grande participation de l'État dans des secteurs comme l'informatique, et aujourd'hui la sidérurgie, fait partie du même processus.

C'est la logique du capitalisme qui le pousse à se concentrer aux mains de l'État des monopoles, comme l'ont montré les grandes analyses marxistes depuis le tout début du capitalisme.

Le « nouveau » statut de la sidérurgie française confirme que *« le capitalisme monopoliste d'État est le capitalisme monopoliste où capital monopoleur et pouvoir d'État sont fondus ensemble. Les monopoles d'État et les monopoles privés sont deux formes qui se complètent et qui permettent à la bourgeoisie monopoliste d'arracher des profits énormes. »* (2)

C'est sur la base de cette constatation de fond qu'il faut organiser la lutte et la défense des intérêts des travailleurs de la sidérurgie menacés dans leur emploi et leur niveau de vie.

Philipe LECLERC

(1) Rapport politique au congrès de constitution du Parti communiste marxiste-léniniste de France par Jacques Jurquet, décembre 1968.

(2) « Encore une fois sur les divergences entre le camarade Togglatti et nous », écrit par le Parti communiste chinois, en 1963. Togglatti était le dirigeant du Parti communiste italien.

Paris : législatives du 14e arrondissement

Un match très serré

En mars dernier, une différence de 52 voix séparait De la Malène, d'Edwige Avice, candidate du PS. Autre différence, celle qui séparait les candidates du PS et du PC. La première avait recueilli au premier tour en mars, 524 voix de plus que P. Perlican. C'est dire que tout le monde sent la victoire à portée de la main. Cependant, les trois grands partis en présence sont loin d'avoir les mêmes problèmes :

De la Malène, c'est un gros poisson à Paris. C'est le bras droit de Chirac au conseil municipal de la capitale. Il ne lésine d'ailleurs pas sur les sous, puisqu'il vient d'offrir un banquet de 1 000 couverts à ses électeurs dans un grand hôtel.

De la Malène, c'est le candidat des promoteurs. Il est à l'origine de fructueuses opérations immobilières dans le 14e. Pour lui, le siège de député est avant tout un poste lucratif et la perspective de bonnes affaires. Pour le RPR, il s'agit de stopper l'hémorragie des voix dont ses candidats sont victimes depuis plusieurs mois.

PROMOTION ET MANOEUVRES

Le problème est semblable pour le PCF. Bien qu'encore assez solidement implanté dans cet arrondissement (il compterait 1 300 à 1 500 adhérents), le PCF ne cesse de perdre des électeurs. Et ce, depuis 1962. En mars, la candidate du PS passait même devant celle du PCF. Cela n'était pas arrivé depuis très longtemps.

Il a aussi perdu des plumes au cours des dernières législatives partielles. Son succès le plus notable : l'élection de M.T Goutman le 23 juillet dans la Seine-Saint-Denis a été acquise à l'arrachée par 50,86 % des voix. Le contraste avec les gains spectaculaires du PS durant les élections de l'été ont donc incité les responsables du PC à faire le forcing. La candidate du PCF a été l'objet d'une véritable promotion publicitaire. Marchais, Leroy, Laurent, Fiterman, les dirigeants les plus en vue du PCF se sont déplacés pour la soutenir.

Les responsables du PCF n'ont pas seulement mené une campagne d'envergure, ils se sont aussi livrés à des manœuvres pas très jolies. L'un de leurs adhérents : Jean-Marie Beziat s'est présenté comme candidat sous l'étiquette *« Écologiste indépendant »*. Rapidement identifié, il a été obligé d'annuler sa candidature. Les vrais écologistes dans une lettre à Fizbin, dirigeant parisien du PCF, menaçaient d'appeler les sections écologistes de rompre toute relation avec le PC si le faux écologiste maintenait sa candidature.

Quant à la candidate du PS, il s'agit pour elle de renouveler son score et en particulier de maintenir son avance sur R. Perlican du PCF. Elle aussi a reçu le soutien des dirigeants du PS : Mitterrand, Delors, Sarre.

L'élection du 14e arrondissement a un goût amer de coups bas, de clientélisme et de matraquage publicitaire.

L'Europe de l'acier

Il ne faudrait pas croire que c'est seulement la France qui est touchée par la restructuration de la sidérurgie. C'est toute l'Europe qui est concernée par cette vague de restructuration. C'est ce que nous allons voir aujourd'hui, notamment, à partir d'une étude réalisée par un de nos correspondants.

Parallèlement aux plans de restructuration nationaux, on constate des regroupements et des fusions de monopoles au niveau européen, ayant pour conséquence une harmonisation de la production, des investissements, des restructurations, une nouvelle division du travail.

LA RESTRUCTURATION AU LUXEMBOURG

L'ARBED (Aciéries de Burbach- Eich- Dudelange) est l'épine dorsale de l'économie luxembourgeoise : 45 % du produit intérieur brut de l'industrie.

En 1977, l'ARBED a produit un peu moins de quatre millions de tonnes (*) et a réalisé un chiffre d'affaires de 33,7 milliards de francs luxembourgeois.

L'ARBED occupe 35 % de la main-d'œuvre industrielle du Luxembourg.

La restructuration se concrétise par la suppression de 10 000 emplois d'ici 1983.

LA RESTRUCTURATION EN SARRE

Le gouvernement allemand a approuvé le plan de restructuration et de rationalisation de Röechling-Bürbach et de Neunkirchen. Les aciéries de Neunkirchen seront désormais une filiale à 100 % de celles de Röechling-Bürbach, elles-mêmes contrôlées à 100 % par l'ARBED.

Le 3e groupe d'aciéries sarroise Dilling reste sous le contrôle de Sacilor-Sollac (De Wendel), qui est réorganisé par l'État français en ce moment. L'ARBED détiendra 32 % des actions possédées auparavant par Neunkirchen.

Le gouvernement allemand octroie 200 millions de deutschmarck à l'ARBED-Finanz-GMBH (jusqu'en 1982) et garantit 900 millions de deutschmark pour le programme de l'ARBED. Il y aura 6 500 licenciements dans la sidérurgie sarroise d'ici 1983. Les hauts fourneaux de Neunkirchen seront fermés, deux laminoirs à Bürbach arrêtés, arrêt de l'aciérie Martin en 1982, arrêt total de l'aciérie à Neunkirchen en 1983. Rien n'est prévu pour remplacer les emplois qui seront supprimés.

LA RESTRUCTURATION EN BELGIQUE

Deux groupes extrêmement puissants vont surnager en Belgique : l'ARBED et Cockerill qui produit 4,9 millions de tonnes.

Ces monopoles belges sont extrêmement concentrés depuis plusieurs années. Sont présents, outre l'ARBED et Cockerill, Boel (2,6 millions de tonnes, Boel à la Louvière et fabrique de fer à Marcinel), Frères-Bourgeois allié à la Compagnie Bruxelles-Lambert à Cobepa (France) et aux laminoirs du Ruau, Hainaut-Sambre, TMM, Laminoirs d'Anvers.

Enfin, il y a les forges de Clabecq (1,5 millions de tonnes), où on retrouve Frères-Bourgeois, Cobepa, Compagnie Bruxelles-Lambert-Boel.

Tous ces monopoles ont reçu 10 milliards de subventions en 1967, 15 milliards en 1978. 20 000 emplois vont être supprimés. Le gouvernement belge a demandé à un dénommé Mackinsey (américain), pour lequel il a déboursé 30 millions de francs belges, de faire une étude sur la sidérurgie. Au terme de son étude, il ressort qu'il faut licencier tout de suite 7 000 personnes et donner 12 à 14 milliards aux monopoles.

Charlier, directeur général de Cockerill er Albert Frères, propose, lui, une solution proche de la nationalisation. Le gouvernement belge a pris une participation importante dans la sidérurgie.

Le regroupement de la sidérurgie s'opère donc autour de l'ARBED et de Cockerill. L'ARBED prend 25,09 % du capital de MMRA, contrôle SIDMAR (Sidérurgie maritime), le RUAU, TMM, AMS, c'est-à-dire, tout le triangle de Charleroi et Cockerill-La Providence. Boel est associé à ce regroupement.

Pour Cockerill, le bassin de Liège lui est de fait attribué. Il était prévu aussi une association avec Usinor, mais qu'en sera-t-il maintenant ? Cockerill, le 9 juin dernier, a passé un accord avec Estel, holding né en 1972 de la fusion de Hoogovens (Pays-Bas) et de Hœsch Werk AG (RFA). Cockerill a aussi créé avec Vallourec (Saint-Gobain-Pont-à-Mousson) une société pour les tubes acier.

QUI CONTROLE L'ARBED ET COCKERILL ?

Derrière l'ARBED se profile l'ombre gigantesque de la Société générale de Belgique, premier monopole financier belge. Le principal actionnaire de la Société générale de Belgique est la famille royale belge.

Derrière l'ARBED, il y a Empain (avec Jean-Édouard), Bolloré, Engen et Forgeot. La SGB est fortement majoritaire.

Derrière Cockerill on t trouve le groupe Bruxelles-Lambert et Albert-Frères. Mais là aussi, la SGB est très largement majoritaire.

En fait, la SGB contrôle les deux plus puissants monopoles sidérurgiques qui agissent en Belgique dont l'ARBED, groupe luxembourgeois.

La liaison monopoles (Cockerill-Arbed), monopoles financiers (SGB) et pouvoir d'État (famille royale belge) est donc une manifestation éclatante de l'interdépendance de l'État et des monopoles. De même, les prises de participation de l'État dans la sidérurgie en France (comme en Belgique) montrent la fusion étroite entre État et monopoles. C'est le capitalisme monopoliste d'État où l'État, émanation des monopoles, conduit directement leurs affaires.

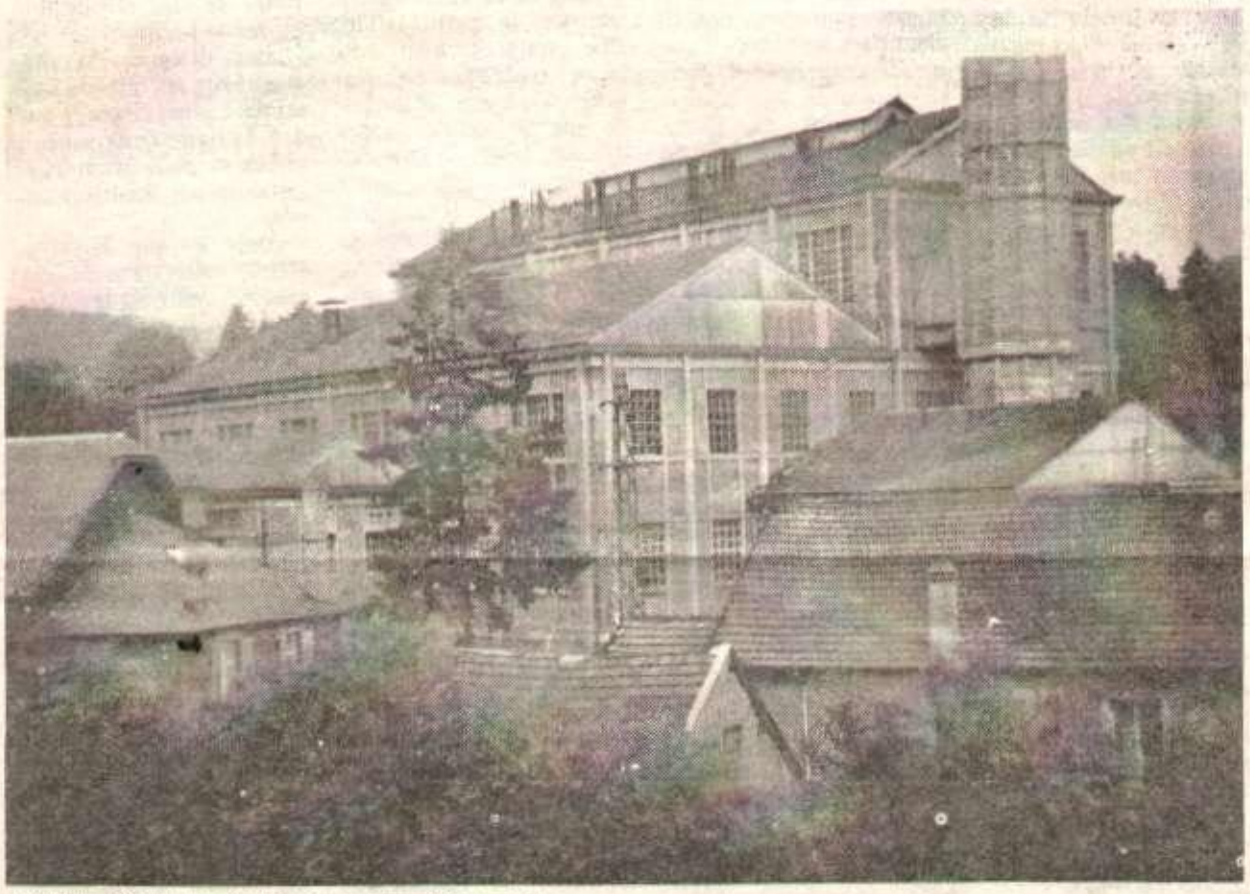
(A suivre)

Yves LEPIC

* La production française était de 22 millions de tonnes en 1977. Ces quatre millions de tonnes ne sont que ce que l'ARBED produit au Luxembourg.

Boussac-Willot

«L'affaire» ne fait que débuter



L'usine « Boussac » de Moyenmoutiers (Photo HR)

Tout l'été a été dominé par les péripéties du rachat de Boussac. Biderman, Willot, d'autres. Quel est le capitaliste qui arriverait à mettre la main dessus ? Finalement, ce sont les quatre « Dalton » qui ont réussi leur coup.

Aujourd'hui, après la lecture du contrat de rachat, une réalité commence à se faire jour. Boussac serait un cadeau d'un milliard (nouveaux) pour les Willot, et en fait de plan de relance, un plan de liquidation du textile, c'est-à-dire, pour 1980, une nouvelle fournée de licenciements.

Voici les grandes lignes de ce « rachat ».

La base juridique en est une lettre de la société Saint-Frères (c'est-à-dire les Willot), reprise telle quelle par le jugement du tribunal de commerce du 18 août. Cette lettre qui, maintenant, depuis la décision du tribunal, a valeur de loi pour les intéressés, a été communiquée aux organisations syndicales pendant les congés, quand il n'y a pas beaucoup de monde, de façon à ce que les délais de recours devant les tribunaux s'écoulent sans que rien ne soit fait.

Voici les conditions du rachat.

– D'abord, les Willot rachètent Dior, plus uniquement les actifs du groupe Boussac (l'immobilier, les usines, les créances, les stocks, etc.) pour sept millions de francs. Autrement dit, ils n'ont pas à leur charge les dettes de Boussac.

– Ensuite le groupe Boussac est en location-gérance jusqu'au 31 décembre 1979. Pendant la location-gérance, ils s'approprient gratuitement les stocks et les créances (c'est-à-dire 50 millions de francs). Cette location-gérance en plus leur permet d'utiliser le matériel sans risque jusqu'au 31 décembre 1979.

A cette date, le contrat prévoit deux hypothèses :

– Si pour *« une raison qui n'est pas de leur fait »* (expression on ne peut plus vague, c'est par exemple la conjoncture économique), les Willot veulent arrêter, leur successeur devra leur racheter immédiatement les stocks et les créances, prendre à sa charge la totalité du personnel (ce qui, de l'avis de spécialistes, n'a aucune chance de se passer).

– Deuxième hypothèse : s'il n'y a pas de successeur, ils s'engagent à racheter pour 1 F l'immobilier (c'est-à-dire les usines), ce qui leur laisse les mains totalement libres pour licencier tous les travailleurs de Boussac s'ils le veulent !

Pendant la location-gérance, ils peuvent vendre tous les actifs qu'ils veulent (donc fermer les usines).

Comment font-ils pour payer les sept millions ? Deux seront payés par la vente des actifs du groupe et des biens (écuries, journaux, etc.) de Boussac.

Le reste sera payé en 15 ans sans intérêt, avec départ du remboursement en 1981. En plus, les premières annuités seront moins élevées que les dernières ! Ici, l'économie d'intérêt sera de 7,6 millions.

Ils se sont aussi fait accorder un prêt de 1,28 millions à 9,5 % (taux habituel 13 %) en quinze ans dont le remboursement démarre en 1982 !

Ils sont exonérés de tous droits et taxes (par exemple, ils veulent transformer Dior de société anonyme en SARL). Ils n'ont pas à payer les 1,4 millions que ça leur coûterait !

Voilà les quelques points de ce contrat, montrant les facilités incroyables qu'accorde le système capitaliste aux patrons pour jouer avec les millions !

Déjà, l'arrivée des Willot se traduisait par 1 800 licenciements immédiats. En 1979, à la fin de la location-gérance, ils peuvent licencier tous les travailleurs de Boussac.

En fait de plan de relance, tout ça est un plan de liquidation ! Giscard et sa clique peuvent faire semblant de s'occuper des travailleurs, leur plan pour l'emploi, leur plan Vosges, etc., c'est du baratin.

Communiqué des fédérations parisiennes du PCRml

Lors de la conférence de presse, tenue ce jour par Paul Laurent, a été évoquée l'agression dont ont été victimes des diffuseurs du *Quotidien du peuple* lors de la fête de l'*Humanité*.

Paul Laurent, ayant contesté les faits, les fédérations parisiennes du PCRml tiennent à faire savoir :

– Que dimanche 10 septembre, non loin de l'entrée de Stains, à l'extérieur de la fête, dans un lieu public, une dizaine de militants du PCRml diffusaient, à partir de 14 h 30, le *Quotidien du peuple* et d'autres publications (« Centralisme démocratique : dans le sens d'un débat », notamment), ainsi qu'un appel aux militants du PCF.

– Qu'ainsi, ils faisaient connaitre le point de vue de notre Parti sur le centralisme démocratique, le projet socialiste pour la France, sur l'expérience de l'URSS.

– Qu'à 17 h 30, un commando de près de vingt membres du service d'ordre de la fête de l'*Humanité*, manifestement organisé et dirigé pour cela, venu à bord d'une camionnette rouge de location Avis, a agressé ces militants.

– Que 500 F de matériel (publications et table de camping) ont été volés à cette occasion.

– Que plusieurs militants de notre Parti ont été violemment frappés et blessés, et qu'un militant handicapé physique a été menacé d'être embarqué dans la camionnette.

– Que cette agression fait suite à toute une série d'autres : en mai 1978 à la fête du PCF de Nanterre, contre d'autres militants du PCRml, le 1er mai 1977 contre le cortège du mouvement des femmes, etc.

Tout comme les militants de base du PCF et les travailleurs présents lors de cette agression, le PCRml dénonce ces pratiques, exige la restitution du matériel volé et appelle les travailleurs, membres ou non du PCF, à s'opposer à de tels agissements.

Le 20 septembre 1978

Lycées et CET : Des délégués pour s'unir et pour lutter

Comment s'organiser ?

Nous avons commencé à publier une série d'articles que nous a communiqués la Direction nationale de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France (JCMLF) et qui exprime les orientations adoptées, en mars 1978, par la Conférence nationale de la JCMLF *« sur les lycées et les CET »*.

Nous avons abordé quelle était la situation actuelle des lycéens et des collégiens, leurs revendications.
Aujourd'hui, nous publions les axes d'organisation qui sont proposés aux lycées et aux collégiens.

Au lendemain de Mai 1968, la bourgeoisie a cherché à récupérer le mouvement de la jeunesse, mais aussi des travailleurs en mettant en place la participation, une idée « géniale » de De Gaulle. Dans les lycées, c'est l'élection, dans les classes, d'élèves chargés d'y faire un travail de larbins de l'administration (cahier de présence, etc.) et d'élire des délégués au conseil d'établissement.

On essaie de faire croire aux lycéens qu'ils ont leur mot à dire dans l'organisation du fonctionnement de l'école ; que celle-ci est une grande maison où chacun a les mêmes intérêts, bref une politique de collaboration pour étouffer la voix des élèves. Dans les usines, c'est la participation des délégués syndicaux au comité d'entreprise.

Face à cette tentative de récupération des revendications des jeunes à l'école, apparaissent alors les comités d'action lycéens (CAL) puis les comités de lutte (CL). Au départ nombreux, puissants, bénéficiant dans les bahuts d'une grande audience, et donc représentatifs, ils étaient effectivement la forme d'organisation appropriée à une situation de combativité et de politisation importante dans les lycées, sur la base de la lutte anticapitaliste.

Mais cette mobilisation là s'est éteinte depuis trois ou quatre ans, et si des CAL et CL conservent localement et temporairement un caractère de masse, ce n'est plus qu'au lendemain d'une lutte qui a rassemblé les élèves sur une revendication précise. La lutte passée, il faut bien rester organisé pour pouvoir se battre, c'est pourquoi ces comités prennent alors un caractère permanent. Il leur faut alors définir une plate-forme, définir ce qu'ils entendent par « anticapitaliste », prendre position sur diverses questions... Ils tendent alors à devenir une sorte d'organisation politique avec ces aspects qu'elle est locale, lycéenne, et en plus non unie sur une ligne politique unique ; cartels gauchistes ou groupes de sympathisants d'une organisation, ils perdent de toute façon tout caractère de masse et toute représentativité. Plutôt que d'unir les élèves, ils finissent par les diviser et les laisser désarmés face à l'administration.

Or, les lycéens et collégiens ont besoin d'être unis, d'être organisés. Ils veulent une organisation qui soit leur porte-parole. L'administration les attend au tournant en leur brandissant la solution sans issue de la participation. Elle voudrait bien voir leurs représentants collaborer avec elle. Mais est-ce que le fait d'avoir des délégués implique nécessairement qu'ils collaborent ? Inversement, est-ce parce qu'il y a la collaboration qu'on ne doit pas avoir de délégués ? Est-ce parce que le patron voudrait voir les délégués du personnel au CE que les ouvriers n'ont pas besoin de délégués ? Non.

C'est une aspiration juste et une nécessité pour les lycéens d'avoir leurs délégués représentatifs, élus et révocables, rendant compte devant eux de l'accomplissement de leur mandat. Des délégués des élèves face à l'administration et non collaborant avec elle.

Des délégués élus classe par classe, en utilisant la possibilité légale de le faire, se réunissant régulièrement au niveau du lycée, de façon autonome à l'administration, pour faire le point sur la situation, les revendications ; pour convoquer les assemblées générales et proposer des actions, pour représenter leurs camarades face à l'administration. Pas besoin de siéger au CA (*) : le proviseur est chaque jour dans son bureau pour lui faire savoir ce qu'on a à lui dire. Pour lui faire savoir qu'on ne compte que sur la lutte faute de satisfaction aux revendications.

Des délégués élus sur la base de la lutte comme seul dialogue avec l'administration : sur la base de non-collaboration, sur la base de la révocabilité en cas de trahison.

Des délégués de chaque classe et non de l'assemblée générale parce que dans la classe on se connait mieux et pour éviter l'hégémonie des dernières années.

Mais lorsque la lutte éclate, c'est l'assemblée générale qui doit la voter. C'est elle qui est souveraine et qui doit décider des propositions faites par le comité des délégués. C'est elle qui doit élire le comité de grève pour la lutte en cours.

Ni participation, ni comités gauchistes : des délégués élus sur des bases de non-collaboration pour l'unité des élèves dans la lutte, voilà la conclusion adoptée au mois de mars dernier par la Conférence nationale des lycéens et élèves de CET de la JCMLF et que les cercles défendront à cette rentrée 1978.

(*) conseil d'administration.

Demain, nous verrons les bases sur lesquelles il faut lutter.

Noirs et blancs au rectorat

NF, NH, BF, BH, : ce sont les quatre rubriques instaurées par le rectorat de Paris pour classer ses employés et les postulants à l'embauche. En clair : Noir-femme, Noir-homme, Blanc-femme, Blanc-homme...

L'existence de ces fiches sexistes et racistes est restée clandestine jusqu'au 7 septembre dernier. Après la diffusion d'un tract intersyndical dénonçant le scandale, la hiérarchie s'empressait de brouiller les fiches et de commander des fichiers métalliques fermant à clé. Celui qui avait fait la découverte compromettante était convoqué chez le secrétaire général du rectorat : sur son bureau, bien en vue, un dossier *« préavis de licenciement »* et un magnétophone pour enregistrer la conversation !

Le secrétaire général a *« justifié »* l'existence du fichier, destiné selon lui, à *« éviter un mauvais accueil »* aux personnes de couleur dans les établissements où elles ne sont pas *« désirées »* !

(Article paru dans le *Quotidien du Peuple*).

Chirac à Pékin

Chirac, maire de Paris, et leader du RPR, est actuellement en visite (du 16 au 26 septembre) en République populaire de Chine.

Invité par le comité révolutionnaire de Pékin, c'est surtout comme chef du mouvement gaulliste que Chirac effectue ce voyage.

De part et d'autre, on n'a pas manqué d'évoquer le rôle de De Gaulle dans l'établissement des relations diplomatiques entre la France et la République populaire de Chine. Ce voyage, comme d'autres effectués par des politiciens des milieux dirigeants des bourgeoisies européennes, est à placer dans le cadre du positif resserrement des liens entre l'Europe et la Chine. Liens qui sont de nature à contrecarrer les plans des deux superpuissances et, en particulier, les préparatifs agressifs de l'URSS.

Les professeurs d'éducation sportive s'opposent au projet de Soisson

Les professeurs d'éducation physique et sportive étaient en grève ce jeudi 21 septembre. Ils ont répondu au mot d'ordre de grève lancé par leurs syndicats (SNEPC, SNEEPS, SGEN-CFDT). Ils sont déterminés à contrecarrer le projet de relance du sport à l'école de Soisson, ministre de la Jeunesse et des Sports (contrairement à leurs autres collègues, ils ne relèvent pas de l'Éducation nationale).

Ils s'opposent à ce que 50 % des professeurs d'éducation sportive en université et 80 % dans des centres d'éducation physique spécialisés soient affectés au secondaire.

Ils dénoncent qu'aucune création de postes ne soit prévue au budget 1979, alors qu'il manque 74 500 heures pour que les enfants bénéficient de trois heures hebdomadaires dans les CES et de deux heures dans les lycées. Ils refusent que les trois heures hebdomadaires de leur emploi du temps, consacrées à l'animation sportive du mercredi ou du samedi, soient réduites à deux heures.

Ils refusent de faire deux heures supplémentaires, comme le voudrait Soisson, en cas de besoin, alors que 8 000 étudiants sont réduits au chômage.

Le chômage attend 8 000 étudiants en éducation physique.

Renforçons le soutien au peuple iranien

La conduite barbare du Shah d'Iran donnant l'ordre de tirer sur le peuple a soulevé dans notre pays la colère des travailleurs. Le mouvement de protestation qui s'est manifesté dans toute la France témoigne, une fois de plus, de la vivacité et de la profondeur des sentiments antifascistes dans notre peuple. C'est une base précieuse pour développer à l'égard du peuple iranien le soutien de classe le plus conséquent.

Il est indispensable pour cela d'envisager globalement sa lutte, car la répression que subit le peuple en Iran, pays du tiers monde, est étroitement lié à l'oppression impérialiste et revêt, par là, un caractère complexe. La nature du fascisme en Iran ne saurait s'analyser entièrement si on ne considère pas l'oppression, les ingérences, les menaces qu'il subit de la part des USA et de l'URSS.

Le régime féroce du Shah d'Iran a ainsi été mis en place par un coup d'État de la CIA, renversant en 1953 le docteur Mossadegh qui avait osé tenir tête à l'Anglo-Iran Petroleum Company en nationalisant le pétrole iranien.

Depuis cette époque, malgré certains efforts pour sortir du sous-développement et acquérir les bases d'une industrie qui lui soit propre, l'Iran reste largement sous la dépendance des USA. La domination de ceux-ci pèse lourdement sur le peuple dont la lutte pour la démocratie ne peut être séparée de la lutte pour l'indépendance nationale.

Dans cette lutte, le peuple iranien s'oppose aussi à l'URSS, autre superpuissance combien agressive qui a entrepris de supplanter son rival américain et de mettre la main sur l'Iran. Outre ses richesses qu'elle convoite, elle le considère comme un verrou à faire sauter, dans sa marche vers l'hégémonie mondiale. Elle rêve de dominer l'Iran pour prendre le contrôle du golfe Persique et avoir droit de regard sur les approvisionnements de l'Europe en pétrole. La pression qu'elle exerce tout au long des deux mille kilomètres de frontière est lourde de menaces et les coups d'État prosoviétiques dans lesquels elle a trempé, en Afghanistan, au Yémen, montrent qu'elle renforce rapidement son étreinte.

Face à ces superpuissances dont la rivalité aiguise les convoitises et qui exercent d'énormes pressions, la lutte du peuple iranien pour la démocratie est indissociable de sa lutte pour l'indépendance nationale.

Sur la base de cette compréhension du caractère complexe antifasciste et anti impérialiste de sa lutte, il sera possible d'apporter le soutien politique le plus conséquent au peuple iranien et aussi de démasquer ceux qui veulent faussement se faire passer pour ses amis. Ainsi, les dirigeants du PCF ont organisé la semaine dernière une manifestation. Mais, peut-on considérer qu'ils soutiennent réellement le peuple iranien ? En aucune manière ! Nous le disons, absolument pas ! Ont-ils soutenu la révolte des ouvriers de Pologne, pays dominé par l'URSS, contre un régime social-fasciste qui les a massacrés aussi dans la rue ? Dénoncent-ils l'URSS comme un pays fasciste et impérialiste ? Non, bien sûr. Ils continuent de prétendre qu'il s'agit d'un pays socialiste, la présentent comme une amie des peuples africains, alors même qu'elle a entrepris de dominer l'Afrique. Comment pourraient-ils soutenir réellement le peuple iranien, alors qu'ils défendent la politique d'expansion et d'agression de cette superpuissance qui le menace aussi.

Il ne saurait être question de taire les véritables intentions des dirigeants du PCF, sous prétexte qu'ils font grand étalage de leur prétendue solidarité. Ils visent en fait à dévoyer, tout en se décernant à bon compte un brevet de solidarité antifasciste, le sens de la lutte du peuple iranien. Et demain, si l'URSS accentue ses pressions, ne vont-ils pas les présenter comme des gestes amicaux et s'efforcer de faire croire que la domination de l'URSS serait pour lui un bienfait. Il ne saurait , non plus, être question de soutenir le peuple iranien en alliance avec de tels faux amis qui soutiennent en fait la politique internationale de Moscou. Renforcer le soutien au peuple iranien, c'est aussi déjouer ces manœuvres, expliquer largement aux travailleurs, notamment à ceux qui sont influencés par les idées du PCF ou membres de ce parti le caractère anti-impérialiste du soutien antifasciste conséquent au peuple iranien. Développons donc largement un tel soutien.

Jean QUERCY

Pour soutenir la lutte révolutionnaire du peuple iranien pour la liberté et la démocratie, pour l'indépendance nationale contre l'hégémonisme des deux superpuissances ;
Pour dénoncer et combattre le régime fasciste du Chah, valet de l'impérialisme US ;

TOUS AU MEETING

Jeudi 28 septembre à 20h 30
à la Mutualité-Salle B (Paris 5e)

organisé par :

l'Union des étudiants iraniens en France (CISNU)

et soutenu par :

CPROPV, PCML (Humanité rouge), OCF(ml), PCR(ml), UCF(ml)

Revue théorique et politique **Prolétariat**

Le dernier numéro de *Prolétariat* est paru.
Prix 14 F
Passez vos commandes à *Prolétariat* – BP 320 13213 Marseille Cedex 1
CCP – 2130 89 H (Marseille)

18e ANNIVERSAIRE
DE LA FONDATION DU
PARTI COMMUNISTE DU KAMPUCHEA

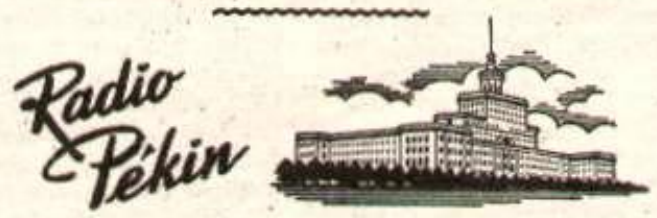
MEETING
le 30 septembre 1978 à 14 h

Organisé par le Comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France
Association Plaisance – 32, rue Olivier Noyer
(75014 – Paris)

Abonnements communs au
Quotidien du peuple
et à
l'Humanité rouge

Abonnements de trois mois au
Quotidien du peuple
et à
L'Humanité rouge
150 F
Abonnements de six mois,
avec en supplément le Tome V des Œuvres choisies de Mao Tsé-toung
300 F
Abonnement de six mois
aux revues théoriques
Front rouge
et
Prolétariat
50 F

CAPTEZ LES ONDES REVOLUTIONNAIRES



« Tout faire pour mener à bien l'œuvre de la radiodiffusion afin de servir le peuple chinois et les autres peuples du monde. » MAO TSE-TOUNG

19h30-20h30	45,7 m	42,5 m	6565 kc	7059 kc
20h30-21h30	45,7 m	42,5 m	6565 kc	7059 kc
21h30-22h30	45,7 m	42,5 m	6565 kc	7059 kc
22h30-23h30	42,7 m	42,4 m	7026 kc	7075 kc
		45,9 m		6536 kc

La Palestine, une terre, un peuple (1)

Une terre volée

En 1919, la police britannique intervient contre une manifestation. Le nombre des martyrs arabes palestiniens pendant le mandat britannique est estimé à plus de 50 000.

A l'occasion des dernières tentatives américano-sionistes, nous publions à partir d'aujourd'hui une série de trois dossiers consacrés au problème palestinien. Qu'est-ce que le peuple palestinien ? Qu'est-ce que le sionisme ? Comment est né l'État d'Israël ? Comment s'est-il sans cesse étendu depuis sa création ? Quel est l'objet de la lutte du peuple palestinien aujourd'hui ? Pourquoi est-elle juste ? Telles sont les questions auxquelles nous nous efforcerons d'apporter des éclaircissements dans cette série dont le premier volet, aujourd'hui, est consacré à l'histoire de la Palestine et de son peuple jusqu'en 1947, à la veille de la création de l'État sioniste.
Le second sera consacré au terrorisme et à l'expansionnisme d'Israël et le troisième à la lutte des Palestiniens et à leur organisation, l'Organisation de libération de la Palestine.

Bordée au nord par le Liban, à l'est par la Syrie et la Jordanie, au sud par l'Égypte, la Palestine se situe en plein cœur du monde arabe. Pays d'une superficie de 27.024 kilomètres carrés, son histoire propre remonte au berceau de l'humanité. Peuplée d'hommes pratiquant l'agriculture et connaissant la poterie et le métal, la Palestine apparaît, au 3e millénaire avant notre ère, avant même l'histoire proprement dite, en même temps que l'Égypte.

Au début du deuxième millénaire (moins 2 000), les Chananéens viennent se mêler aux Palestiniens. Leur domination durera près d'un millénaire.

Vers 1200 avant Jésus-Christ, commence une série d'invasions. La première est celle des Hébreux. Venant de la lointaine Sumer, les Hébreux vont d'abord en Égypte ; chassés d'Égypte, ils remontent vers le Nord pour finalement installer leur domination en Palestine. En 64 avant Jésus-Christ, ce sont les Romains qui s'imposent. En 135 après Jésus-Christ, ils en chassent les Hébreux qui vont s'installer dans d'autres régions de l'empire, notamment en Grèce. A plusieurs reprises, les Arabes vont venir s'installer dans la région. Cette installation sera définitive dès la deuxième moitié du VIIe siècle. La Palestine fait alors partie de l'empire omeyyade. Dès lors, et pendant treize siècles consécutifs, la Palestine fera partie intégrante du monde arabe.

Pays essentiellement agricole, la Palestine est peuplée, en 1917, de 700 000 habitants. 92 % sont des Arabes, ils cultivent 97 % des terres, généralement en petites parcelles individuelles. C'est à cette époque que le pays passe sous mandat de l'impérialisme anglais, à la suite de la Première Guerre mondiale. C'est pour l'impérialisme britannique à la fois une base essentielle sur la route de l'Inde, et proche du canal de Suez, et une base d'intervention contre les mouvements de libération nationale qui émergent alors au Moyen-Orient (Syrie, Jordanie, Irak, Égypte).

LE MOUVEMENT SIONISTE

Né à la fin du XIXe siècle, le mouvement sioniste est une doctrine politique qui se propose de transformer le judaïsme, simple religion, en un nationalisme qui se concrétiserait par l'établissement de tous les juifs de différentes nationalités dans un État national propre. Pour cela, les fondateurs du sionisme exploitent les persécutions endurées par les juifs en Europe.

Malgré tout, l'idée ne reçoit alors que très peu d'écho et est rejetée par la quasi-totalité des israélites.

C'est à partir du congrès sioniste de 1897 que le mouvement sioniste gagne un peu d'ampleur. Disposant d'appui auprès des bourgeoisies impérialistes, les dirigeants sionistes commencent à organiser la colonisation systématique de la Palestine.

A la même époque, une autre colonisation systématique est aussi entreprise, celle de l'Afrique du Sud par les colons blancs. L'idéologie des penseurs sionistes est d'ailleurs ouvertement raciste. Moise Hess, l'un d'eux, écrit en 1862 : *« Si les juifs ont préservé leur existence, c'est parce qu'ils réussirent à conserver leur instinct raciste. »* (1) Un autre, Herzl, affirmait que le mérite de la conservation des juifs en un seul peuple et une seule race revenait aux lois du mariage *« qui entravaient l'interférence des races. » (2)*

LA DÉCLARATION BALFOUR

La colonisation de la Palestine par les Britanniques va être la clé qui va permettre le véritable essor du sionisme. A. Weizman qui, reprenant le thème de Herzl de la nécessité d'une *« citadelle avancée de l'Europe contre la barbarie »*, lance un appel aux impérialistes britanniques : *« Une Palestine juive serait une sauvegarde pour l'Angleterre, particulièrement en ce qui concerne le canal de Suez. »* Londres répond par la déclaration de Balfour, le 2 novembre 1917. L'Angleterre annonce son appui à la création d'un *« foyer national juif »* en Palestine.

En août 1919, Balfour déclara, à la conférence de Paris : *« En Palestine, nous ne nous proposons même pas de consulter les habitants du pays... Le sionisme, qu'il ait tort ou raison, est beaucoup plus important que les désirs des 700 000 Arabes qui habitent actuellement la Palestine, et beaucoup plus important que les préjudices que ces Arabes peuvent subir. »*

En 1922, la Grande Bretagne reçoit d'ailleurs l'aval de la Société des nations pour son plan prévoyant l'implantation d'un État juif en Palestine qu'elle a sous mandat.

Pour justifier leur projet, les dirigeants sionistes et l'impérialisme britannique doivent trouver un nombre suffisant d'immigrants. L'immigration est encouragée de toutes les manières. A l'extérieur, d'une part la propagande, mais surtout le début des persécutions antisémites d'Hitler, joueront un certain rôle. A l'intérieur du pays, les Britanniques promulguent des décrets d'expropriation visant à installer des nouveaux venus dans des villages et sur des terres appartenant à des paysans palestiniens. En 1948, de 55 000, le nombre de juifs en Palestine sera passé à 700 000. Le nombre des Palestiniens passait, à la même époque, de 700 000 à 1 348 000.

TOUT UN PEUPLE RÉSISTE

Dès le début, cependant, les Palestiniens, et de manière générale les Arabes, s'opposent totalement au projet sioniste et à la colonisation de la Palestine. En juin 1919, le Congrès syrien, regroupant des nationaliste arabes du Proche-Orient, condamne officiellement la déclaration Balfour. C'est en 1920 qu'ont lieu les premiers heurts armés entre les villageois palestiniens et les colons sionistes. Des révoltes contre l'occupant anglais éclatent à Jérusalem, à Jaffa. Les bedouins de Galilée attaquent les établissements sionistes. En 1922, Lénine, lors du deuxième congrès de l'Internationale communiste dénonce les entreprises sionistes.

En 1928, éclate une insurrection d'une grande ampleur déclenchée par les paysans palestiniens. La répression anglaise sera terrible et fera plusieurs milliers de morts. En 1929, des combats opposent pendants sept jours colons et villageois. Cent seize Palestiniens et cent trente trois colons seront tués. Les insurrections seront pratiquement ininterrompues jusqu'en 1936.

Cependant, le peuple palestinien commence déjà à s'organiser. En 1931, le Congrès national palestinien rompt tout collaboration avec les occupants britanniques. En novembre de la même année, une conférence des Palestiniens chrétiens se tient contre le colonialisme britannique et la pénétration sioniste. En 1936, la mort au combat de l'imam Azzadine Al Kassam provoque un grand soulèvement populaire. Le tiers de l'armée britannique est mobilisé dans la répression. Le commandant en second de ces troupes est un certain Moshe Dayan.

LES MANOEUVRES IMPÉRIALISTES

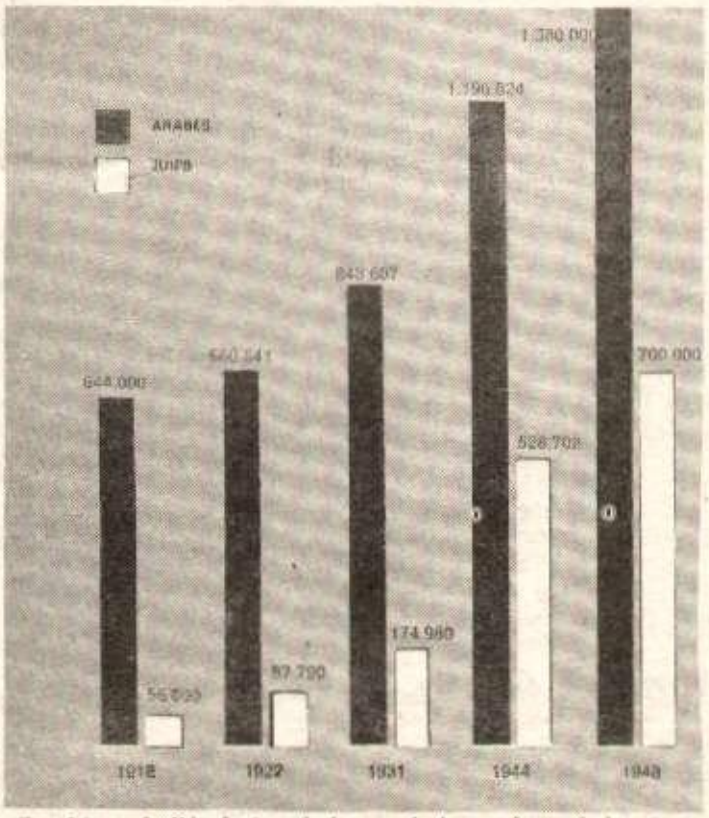
En 1939, les Britanniques, soucieux d'obtenir le soutien des Arabes à la veille de la guerre publie un document qui promet la constitution d'un État palestinien judéo-arabe indépendant dans les dix ans ainsi que la limitation de l'immigration sioniste. Un régiment composé d'Arabes et de Juifs se bat au côté des alliés. Mais la guerre passée, n'ayant plus besoin des Arabes, Churchill réaffirme à Weizman que son gouvernement est décidé à accorder aux sionistes la pleine souveraineté sur une partie de la Palestine. Pour la première fois les USA interviennent et soutiennent le projet anglais.

En avril 1947, la Grande-Bretagne porte l'affaire palestinienne devant l'ONU. Un comité spécial, l'UNSCOP, étudie la question de mai à septembre et élabore deux projets. Le premier est un projet d'État fédéral judéo-arabe, le second est un projet de partition. C'est le second texte qui est voté le 29 novembre. Un État arabe et un État juif sont créés, Jérusalem et Bethléem passent sous contrôle de l'ONU. La Ligue arabe réagit immédiatement. Elle annonce le décision de *« mener jusqu'à la victoire la lutte dans laquelle les Arabes ont été engagés, afin de réaliser l'indépendance et l'unité de la Palestine. »*

Serge FOREST

C'est volontairement que nous n'avons pas abordé jusqu'ici l'action des groupes terroristes sionistes. Il feront l'objet de l'article suivant sur le terrorisme et l'expansionnisme d'Israël.

(1) Moise Hess : Rome et Jérusalem 1862
(2) Théodore Herzl : L'État juif 1895



Graphique de l'évolution de la population arabe et de la minorité juive.

Proverbe

Selon notre premier ancêtre
il a été dit dans les proverbes
« Comme un renard
qui avale une faucille
Ce que le vent apporte
les tempêtes l'emportent »
« Celui qui dépossède les autres vit
tout le temps dans la peur ».
Extrait de *« Enterrez vos morts et levez-vous ».*
Mahmud Darwich

L'HUMANITE ROUGE Samedi 23 et dimanche 24 septembre 1978

Directrice de publication : Suzanne Marty — Commission paritaire No 57952 — Distribution NMPP — Imprimerie La Nouvelle — Dépôt légal : 3e trimestre 1978